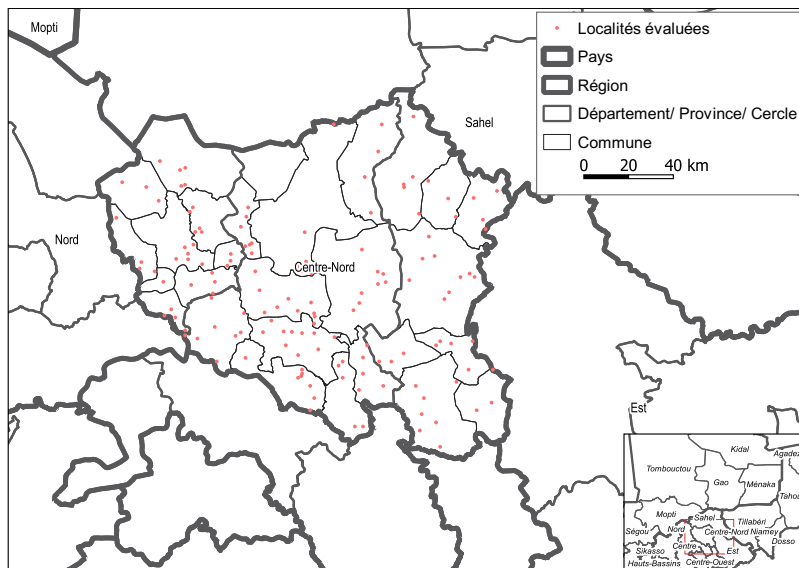


Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Centre-Nord

Couverture géographique

Localités évaluées par province dans la région du Centre-Nord



Communes couvertes

Province du Bam	Communes de Bourzanga, Guibaré, Kongoussi, Nasséré, Rollo, Roukô, Sabsé, Tikaré, Zimanga
Province du Namentenga	Communes de Boala, Boulsa, Bouroum, Dargo, Nagbingou, Tougouri, Yalgo, Zéguédégou
Province du Sanmatenga	Communes de Barsalogo, Boussouma, Dablo, Kaya, Korsimoro, Mané, Namissiguima, Pensa, Pibaoré, Pissila, Ziga

Couverture de l'évaluation

	210 IC interviewés
	• 207 ont visité les localités au cours des 30 derniers jours
	• 3 ont été en contact (en personne / par téléphone) avec une personne de la localité au cours des 30 derniers jours
	151 localités évaluées
	3 / 3 provinces évaluées avec 5% de couverture ou plus

Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et à des tensions entre les communautés, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement de 1 501 775 personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso à la date du 30 novembre 2021¹.

REACH bénéficie du financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels, suite à une phase pilote au mois de novembre 2019. Cette fiche d'information présente les principaux résultats de ce suivi de la situation humanitaire dans la région du Centre-Nord, au mois de janvier 2022. Tous les produits d'information sont disponibles sur le site [Reach Resource Center](https://reachresourcecenter.org).

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'Admin 3 (commune) ont été évaluées.

Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 11 janvier et le 2 février 2022. Sauf indication contraire, tous les pourcentages représentent la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté cette réponse spécifique pour la majorité de la population de la localité dans une période de 30 jours précédant la collecte des données. Par conséquent, les résultats présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :	Centre-Nord		
	Bam	Namentenga	Sanmatenga
La présence de groupes de population déplacée interne (PDI)	78%	98%	96%
L'arrivée de nouvelles PDI au cours des 30 derniers jours ²	30%	45%	22%
L'arrivée de retournés au cours des 30 derniers jours ²	11%	0%	1%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	27%	20%	31%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	11%	15%	18%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services de santé ³	11%	3%	3%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services nutritionnels ³	11%	3%	7%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	35%	30%	31%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI ^{2,4}	29%	21%	21%
Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche ³	30%	10%	22%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	57%	30%	30%

1. Conseil National de Secours, d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), [Situation des personnes déplacées internes dans les communes](#), septembre 2021

2. Pourcentage calculé par rapport à la totalité des localités ayant rapporté la présence du groupe de population en

question lors des 30 derniers jours.

3. La définition de « distance de marche » est laissée à la discrétion des IC.

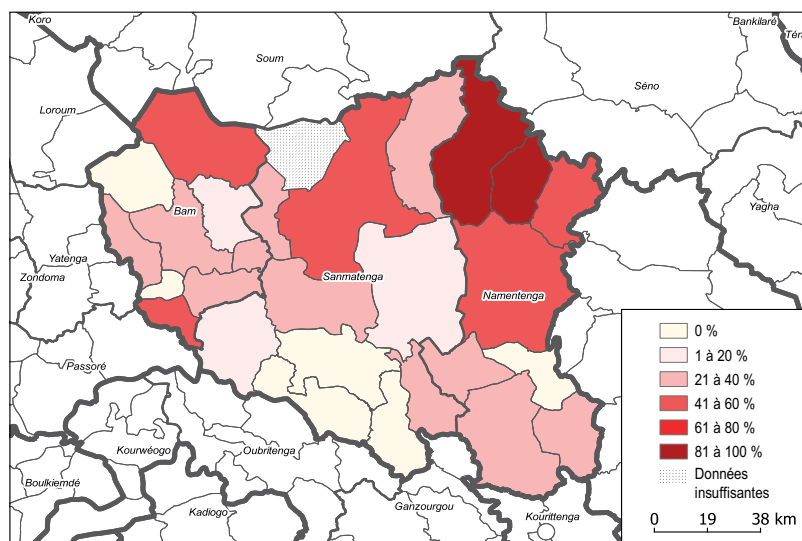
4. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Centre-Nord

Déplacements et mouvements de population

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté une arrivée de PDI dans les 30 jours précédant la collecte de données :



Provinces de la région ayant la plus forte proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI ou retournés :

PDI			Retournés ⁵		
1	Namentenga	98%	1	Bam	14%
2	Sanmatenga	96%	2	Sanmatenga	1%
3	Bam	78%			

La proportion de localités évaluées ayant accueilli une arrivée de personnes déplacées internes dans les 30 derniers jours avait augmenté au mois de janvier (30% des localités évaluées contre 19% en novembre 2021)⁶. Dans la province du Namentenga, près de la moitié des localités évaluées (45%) avaient accueilli des PDI dans le mois précédant la collecte, notamment dans les communes de Nagbingou et Bouroum. Plusieurs déplacements majeurs ont en effet eu lieu dans la région à cette période⁷, entraînant une hausse importante de 20,7% du nombre de personnes déplacées entre novembre et janvier selon les données du CONASUR (de 518 947 à 626 602 personnes⁸). La quasi-totalité (92%) des localités évaluées dans la région accueillait désormais des PDI, principalement déplacés en raison de violences dans leur localité d'origine. Dans la majorité des localités évaluées, les PDI provenaient principalement de la région du Centre-Nord. Des personnes déplacées du Sahel, du Nord et de l'Est étaient cependant accueillies dans certaines localités selon les IC. Enfin, malgré l'importance du phénomène de déplacement, celui-ci n'était pas toujours envisageable pour les communautés locales. Ainsi, dans la totalité des localités évaluées de la commune de Rouko, et 67% de celles de Zimtanga, la peur de voyager représentait la principale barrière au déplacement.

Facteurs principaux déclenchant les déplacements de PDI (% de localités évaluées dans la région)² :

Violence dans la localité d'origine	88%	
Déplacement préventif	10%	

Tout comme au mois de novembre, les phénomènes de retour semblaient peu fréquents dans la région du Centre-Nord, mis à part dans la province du Bam où 11% des localités évaluées avaient connu une arrivée de retournés dans le mois précédant la collecte. Ceci était notamment le cas dans la commune de Zimtanga, où ces arrivées concernaient des groupes de 50 personnes ou plus.

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

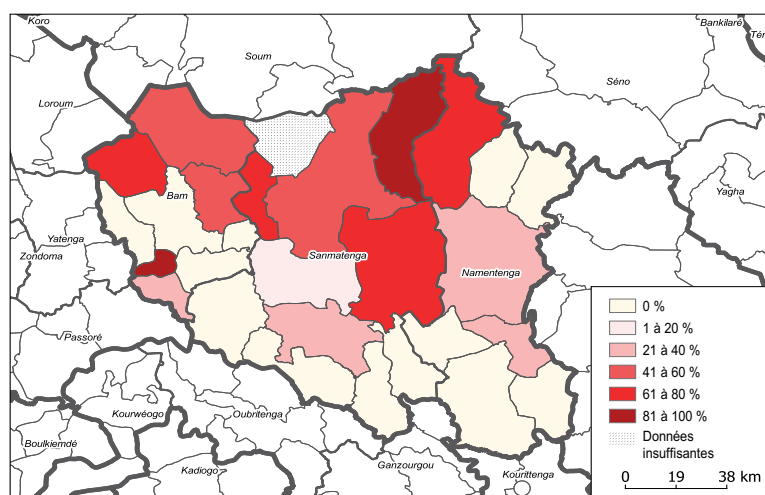
Au mois de janvier 2022, 27% des localités évaluées dans la région du Centre-Nord souffraient du manque de nourriture selon les IC. Tout comme au mois de novembre, les communes les plus affectées étaient celles faisant frontière avec le Sahel, notamment celles de Rouko (province du Bam) et de Pensa (province du Sanmatenga). Dans la majorité des localités concernées, le manque d'accès à la nourriture était dû au coût élevé des denrées, ainsi qu'à l'épuisement des stocks selon les IC. Cependant, dans 20% des localités affectées, l'une des principales raisons était la destruction des cultures lors d'attaques, notamment dans les communes de Bourzanga et Zimtanga (province du Bam), Tougouri et Zeguedegen (Namentenga), Barsalogho et Pensa (Sanmatenga).

Principales raisons du non accès à la nourriture (% parmi les localités évaluées ayant signalé un manque de nourriture)⁸

Prix élevés/Manque d'argent	83%
Stocks épuisés	54%
Cultures détruites lors d'attaques	20%
Disponibilité limitée des produits	15%

L'accès aux moyens de subsistance était perturbé dans 15% des localités évaluées dans la région du Centre-Nord, principalement en raison de l'insécurité et dans les communes frontalières avec le Sahel⁹. Les activités les plus perturbées dans ces communes étaient l'élevage de bétail (91% des localités concernées), les migrations saisonnières (61%), et la vente au marché (57%).

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance habituels :



5. La présence de retournés n'a été signalée dans aucune des localités évaluées du Namentenga

6. Voir REACH, [Suivi de la situation humanitaire, Région du Centre-Nord](#), novembre 2021

7. Voir alertes 225220110_NAMBRM (ID de suivi GCORR) du 18.01.2022, 216211231_SANKAY du 11.01.2022,

211220105_SANPEN du 07.01.2022, et 207211213_BAMKON du 28.12.2021

8. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

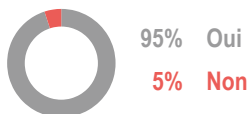
9. Pour plus d'informations sur ces problématiques voir REACH, [Insécurité et accès aux moyens de subsistance](#).

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Centre-Nord

Santé et Nutrition

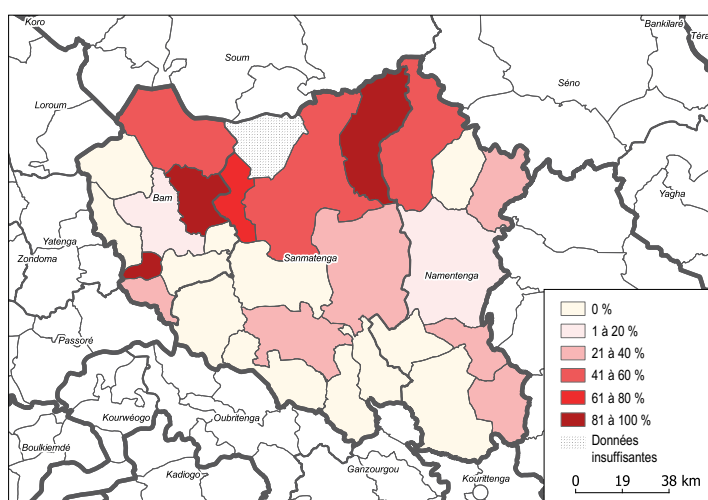
% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de services de santé fonctionnels à distance de marche¹⁰:



L'accès à des services de santé de base fonctionnels à distance de marche était garanti dans la quasi-totalité (95%) des localités évaluées, et l'accès aux services nutritionnels dans 93% d'entre elles. Dans la province du Bam, on notait cependant des problèmes d'accès aux services de santé dans les communes de Bourzanga, Rollo et Zimtanga, notamment en raison du caractère éloigné des infrastructures existantes. Dans les localités de Pissi (commune de Zimtanga) et de Boulgue (commune de Pensa, province du Sanmatenga), les IC signalaient également la destruction d'infrastructures lors d'attaques. Enfin, les IC notaient une augmentation des décès dans les 30 derniers jours dans 14% des localités évaluées dans la province du Bam, en raison du conflit armé.

Abris et biens non-alimentaires (BNA)

% de localités évaluées ayant rapporté la présence de PDI où la majorité d'entre eux ne vivaient pas dans des conditions adéquates de logement¹⁰:



Top 3 des raisons pour lesquelles la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates (% de localités évaluées)^{11 12 13}:

- 1 Manque d'espace fermé garantissant l'intimité **87%**
- 2 Abris non adaptés au climat **6%**
- 3 Abris culturellement inadaptés **3%**

Dans la majorité (71%) des localités évaluées dans la région Centre-Nord, les personnes déplacées vivaient principalement dans des abris construits en dur. Cependant, certaines communautés déplacées vivaient également dans des abris d'urgence (6% des localités évaluées), des abris de transition (5%) et abris de fortune (3%). Dans la majorité des localités évaluées (82%), les PDI étaient accueillies gratuitement. Selon les IC, leurs conditions d'abris étaient généralement adéquates dans 72% des localités évaluées. Dans les localités restantes, le principal problème cité était le manque d'espace fermé garantissant l'intimité et la protection. Enfin, en matière de biens non alimentaires, les IC ne signalaient aucun besoin spécifique dans 54% des localités évaluées. Les premiers types de biens cités dans les localités restantes étaient les articles de couchage (25%) et les moustiquaires (21%).

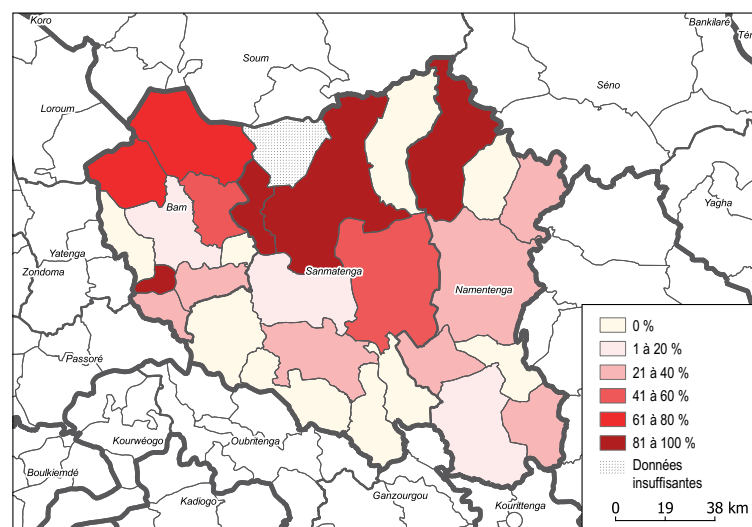
Burkina Faso, novembre 2021

10. La définition de « distance de marche » et de « fonctionnel » est laissée à la discrétion des IC.

11. La définition de « adéquates » est laissée à la discrétion de l'IC.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès à l'eau insuffisant pour couvrir les besoins des ménages :

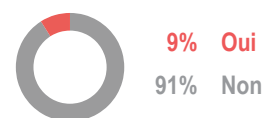


Temps nécessaire pour aller, attendre, collecter et revenir de la source d'eau pour la majorité de la population (% localités évaluées):

Omn	30mn	1heure	1/2 journée	journée entière
13%	54%	28%	5%	1%

Selon les IC interrogés au mois de janvier 2022, la population disposait de suffisamment d'eau pour satisfaire ses besoins dans 68% des localités évaluées dans la région Centre-Nord. Certaines communes étaient cependant affectées par un manque d'accès à l'eau, notamment Barsalogo, Namissiguima (province du Sanmatenga), Bouroum (Namentenga), Rouko, Bourzanga, et Rollo (Bam). Dans certaines de ces communes, l'éloignement des points d'eau posait problème: ainsi, dans la moitié des localités évaluées à Namissiguima, le trajet vers la source d'eau et la collecte de celle-ci pouvaient atteindre plus d'une demi journée. Par ailleurs, dans près d'une localité évaluée sur dix dans la région, une partie de la population ne pouvait pas accéder à sa source d'eau de préférence en raison de l'insécurité.

% des localités évaluées dans lesquelles une partie de la population ne pouvait pas accéder à sa source d'eau de préférence en raison de l'insécurité



La situation en matière d'hygiène et assainissement restait relativement stable au mois de janvier, la défécation à l'air libre étant pratiquée en majorité dans 33% des localités évaluées, et le lavage des mains étant effectué sans savon dans 57% d'entre elles.

% de localités évaluées où la majorité de la population n'utilisait pas de latrines:

Centre-Nord	33%	
Sanmatenga	39%	
Bam	30%	
Namentenga	25%	

12. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates.

13. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

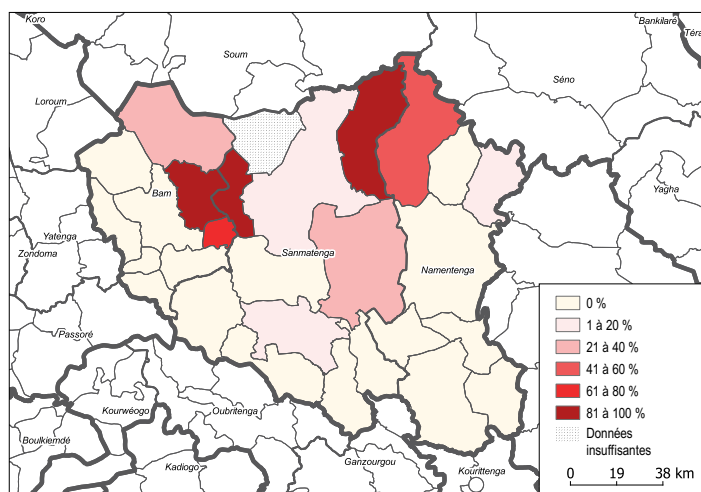
Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Centre-Nord

Education

L'accès à l'éducation semblait s'être partiellement dégradé dans la région du Centre-Nord depuis le dernier rapport de suivi de la situation humanitaire: en effet, les IC signalaient une absence de services éducatifs à distance de marche dans 21% des localités évaluées, contre 15% en novembre 2021. Ceci était notamment le cas dans la province du Bam. Ainsi, dans la commune de Zimtanga, les IC signalaient le manque d'accès à l'éducation dans l'ensemble des localités évaluées. Selon les IC, la principale raison de l'absence de services éducatifs dans les localités affectées était le manque d'enseignants dans la zone ou leur arrêt de travail. Dans le Sanmatenga, les infrastructures scolaires avaient été détruites dans deux localités des communes de Barsalogho et Pissila. Dans l'ensemble des localités où l'absence de services éducatifs était signalée, la majorité de la population ne disposait pas de stratégies d'adaptation pour y faire face selon les IC.

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche¹⁴.

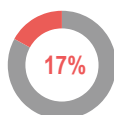


Principales raisons de l'absence de services éducatifs fonctionnels à distance de marche¹⁵:

Absence d'enseignants dans la zone	48%
Les enseignants ont arrêté de travailler	23%
Infrastructures fermées sur décision de l'Etat	10%
Les infrastructures scolaires sont détruites	7%

 Communication

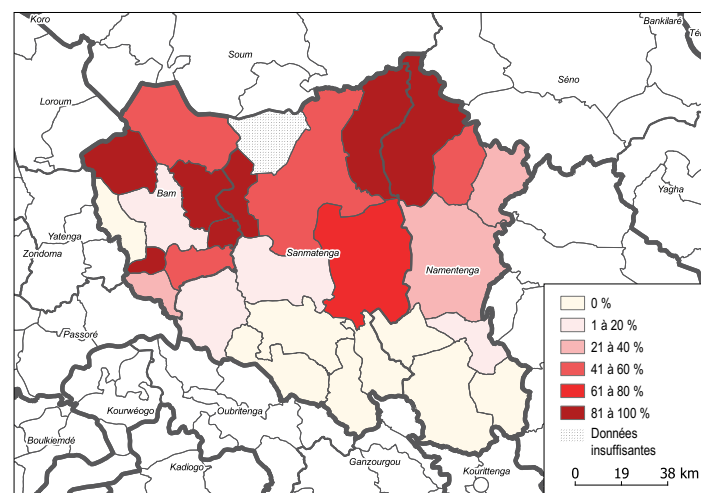
Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations sur l'aide humanitaire disponible:



L'accès à l'information sur l'aide humanitaire disponible semblait plutôt satisfaisant dans la région du nord en janvier 2022. La population ne rencontrait des difficultés dans l'accès à cette information que dans 17% des localités évaluées. Ceci s'expliquait principalement par l'instabilité du réseau mobile selon les IC. En effet, 19% des localités évaluées ne disposaient pas d'un réseau téléphonique stable. Au delà de l'information sur l'aide humanitaire, le premier type d'information le plus utile selon les IC était l'information sur la situation sécuritaire (64% des localités évaluées).

Protection

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :



Principales inquiétudes en matière de protection (% de localités)^{13 16:}

Violence par un groupe armé	54%	
Criminalité	23%	
Vol de bétail	15%	
Restrictions de mouvement	11%	

La majorité de la population se sentait en sécurité dans 62% des localités évaluées de la région du Centre-Nord, contre 71% en novembre 2021. Cette dégradation du sentiment de sécurité était particulièrement notable dans la province du Bam. Celle-ci a en effet subi des attaques et vagues de déplacement lors de la fin d'année 2021, notamment dans les communes de Pensa, Barsalogho, Bouroum et Zimtanga⁷. Selon les IC, les principales inquiétudes en matière de protection pour les populations étaient la violence par les groupes armés, suivie de la criminalité et du vol de bétail. Par ailleurs, des craintes de VBG étaient signalées dans quelques localités des communes de Barsalogho, Namissiguima, et Pissila (province du Sanmatenga).

Redevabilité aux populations affectées

Proportion des localités évaluées où au moins une partie de la population avait reçu une aide humanitaire dans les 30 derniers jours :

Centre-Nord	56%	
Namentenga	63%	
Bam	57%	
Sanmatenga	51%	

Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées dans la région)¹⁸:

- | | | |
|---|--------------------------------|-----|
| 1 | Sécurité alimentaire | 91% |
| 2 | Eau, hygiène et assainissement | 42% |
| 3 | Moyens de subsistance | 39% |

14. La définition de 'fonctionnel' et 'distance de marche' est laissée à la discrétion des IC.

15. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé un manque d'accès aux services éducatifs

16. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé des inquiétudes en matière de protection

18. Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois options.